



RAPPORTS ANNUELS 2025 COSOG-CDC

**validés par
l'ASSEMBLEE GENERALE
le 04 Juin 2026**

- ➔ Rapport de gestion
- ➔ Rapport du Commissaire aux comptes
- ➔ Rapport financier
- ➔ Rapport spécial du Commissaire aux comptes
- ➔ Rapport budgétaire



RAPPORT DE GESTION

2025

RAPPORT DE GESTION

DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU COSOG-CDC

À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 04 JUIN 2026

Mesdames, Messieurs,

Conformément à la loi et à nos statuts, nous vous avons réunis en Assemblée Générale Ordinaire annuelle afin de vous présenter la situation financière du COSOG-CDC et le résultat de ses activités, puis de soumettre à votre approbation les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025.

Les comptes présentés ici, bilan, compte de résultat et annexe, ont été arrêtés par le Conseil d'administration du COSOG-CDC le 04 juin 2026, sous la présidence de Monsieur Jorge RICARDO.

Ils ont fait l'objet d'un contrôle de notre Commissaire aux comptes, le cabinet Gilles HUBERT.

Le rapport de gestion a pour objet de vous présenter les éléments chiffrés tout en vous apportant les renseignements complémentaires qui pourront en faciliter la compréhension.

Les comptes annuels de l'Association « COSOG-CDC », arrêtés au 31 décembre 2025, sont présentés dans les documents de synthèse : **BILAN, COMPTE DE RESULTAT et ANNEXE**, sur lesquels les commentaires suivants peuvent être apportés.

I – LE COMPTE DE RÉSULTAT

Le compte de résultat de l'exercice fait apparaître un résultat **bénéficiaire** global de **956 704,73 €**. Ce dernier se décompose par :

- Un résultat bénéficiaire de 562 432,43 € au titre des activités sociales,
- Un résultat bénéficiaire de 394 272,30 € pour la partie fonctionnement.

A) ANALYSE MACROÉCONOMIQUE DU RÉSULTAT

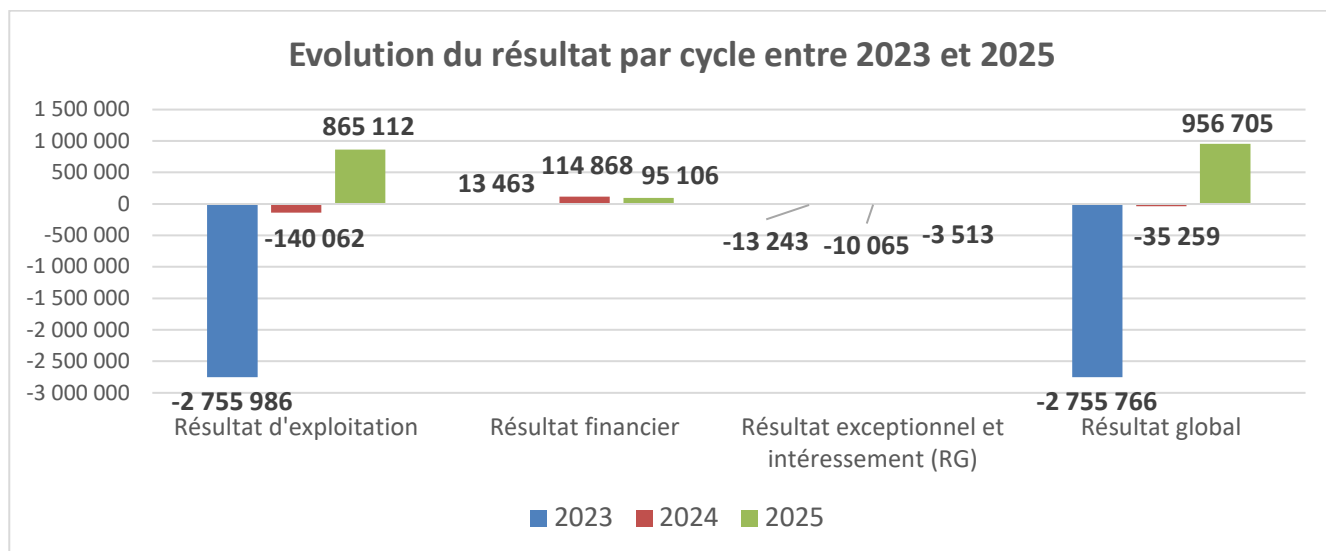
Le résultat s'établit comme suit :

Exercice	2025	2024
Produits d'exploitation	31 469 110 €	26 738 343 €
Charges d'exploitation	30 603 998 €	26 878 405 €
Résultat d'exploitation	865 112 €	- 140 062 €
Résultat financier	95 106 €	114 868 €
Résultat exceptionnel et intéressement	- 3 513 €	- 10 065 €
Total des produits	31 564 216 €	26 853 212 €
Total des charges	30 607 511 €	26 888 471 €
Résultat global	956 705 €	- 35 259 €

B) ZOOM SUR LE CYCLE D'EXPLOITATION

En 2025, le COSOG a enregistré un résultat d'exploitation de +865 112 €, marquant une amélioration spectaculaire de +718 % par rapport à 2024 (où il s'élevait à -140 062 €). Cette performance exceptionnelle s'explique en partie par deux facteurs clés :

- L'augmentation du taux de subvention de la CDC, passé de 3,26 % (5 mois) à 3,40 % (7 mois), consécutive à la mise en œuvre de la nouvelle convention de gestion entre la CDC et le COSOG effective le 1^{er} juin 2025, générant une hausse de 450 K€.
- La suspension des prestations retraite en 2025, décidée à la suite d'un audit de la CDC ayant révélé leur non-conformité avec l'ancienne convention. La nouvelle convention a permis de rétablir ce dispositif.



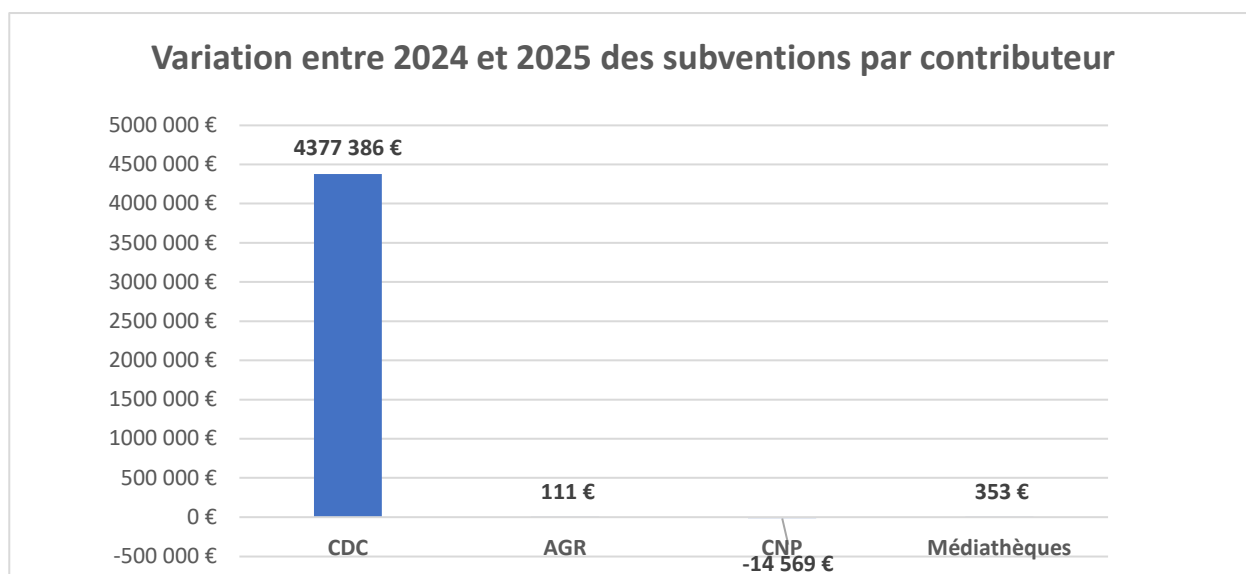
1- LES PRODUITS D'EXPLOITATION

Les produits d'exploitation en hausse de 17,69% (+4,73 M€) s'élèvent à 31 469 110 € et sont constitués de :

❖ 21 754 926 € de subventions (+25,09%) :

- Subvention CDC sociale	18 414 608 €
- Subvention CDC coûts MAD	3 162 078 €
- Subvention AGR	148 219 €
- Subventions agents détachés à la CNP	28 299 €
- Subventions médiathèques ICDC	1 722 €

La progression des subventions de 4,36 M€ observée se décompose comme suit :



- ❖ **9 535 029 €** de participation des ouvriers droit COSOG-CDC, en hausse de 3% (+285 K€) par rapport à l'exercice 2024. Cette hausse s'explique principalement par la consommation des sociétés associées (+200 K€), confirmant la dynamique positive de l'activité.
- ❖ **173 411 €** des reprises de provisions, en nette progression de 80% par rapport à l'exercice 2024. Ce poste de produits est expliqué :
 - Par une reprise de provisions d'engagement retraite d'un montant de 95 K€ ;
 - Par des indemnités d'assurance reçues à la suite d'annulations de voyages pour 78 K€ ;Cette progression s'explique par la présence en 2025 d'une reprise de l'engagement retraite des deux derniers salariés repris par la CDC au 1er mai 2025.
- ❖ **5 744 €** autres produits, inexistant en 2024. Ce poste concerne principalement l'abandon de créance OD antérieure à 2020 sur décision du bureau du 4 novembre 2025.

2- LES CHARGES D'EXPLOITATION

Les charges d'exploitation en hausse de 13,9% (+ 3,7 M€) s'élèvent à 30 603 998 €. Cette augmentation s'explique principalement du coût des salariés de la CDC mis à disposition du COSOG, consécutif à la mise en œuvre de la nouvelle convention de délégation de gestion entre la CDC et le COSOG, entrée en vigueur le 1er juin 2025 :

- ❖ **3 405 395 €** d'achats de matière première, qui ont diminué de 1% soit -38 K€ par rapport à 2024.
- ❖ **12 342 485 €** d'autres achats et charges externes, en hausse de 34.3% soit + 3.1 K€ en raison principalement la mise à disposition du personnel comme mentionné dans le texte introductif.

- ❖ **14 762 408 €** d'autres charges en expansion de 5,3% (soit 741 K€) par rapport à 2024 expliquée en majeure partie par une hausse de 700 K€ des subventions attribuées sur à la prestation aide aux vacances à la suite des modifications d'attributions.

D'autres postes de dépenses sont en diminution mais dans des proportions moins importantes tels que les salaires et traitements (-70 K€) et les charges sociales (-60 K€) suite à la repise des deux derniers salaires du COSOG par la CDC au 1^{er} mai 2025.

C) ZOOM SUR LE CYCLE FINANCIER

En 2025, le COSOG a poursuivi ses placements de trésorerie entamés en cours d'année 2023 auprès de CDC Net sur des comptes à terme sans risque lui permettant de percevoir des intérêts constitutifs des produits financiers pour 95 106 € bruts en 2025 contre 114 868 € bruts en 2024. Ces intérêts font l'objet d'une taxation au taux de 24%.

Sans charge financière, il en résulte un résultat financier de 95 106 €.

D) Zoom sur le cycle exceptionnel

Le résultat exceptionnel incluant la participation des salariés est de – 3 513 € pour l'année 2025, il était de -°10 065 € en 2024.

Cette augmentation du résultat exceptionnel s'explique par le départ des deux salariés au 1er mai 2025.

1- les produits exceptionnels

Il n'y a pas de produits exceptionnels sur l'année 2025.

2- les charges exceptionnelles

Il n'y a pas de charges exceptionnelles sur l'année 2025.

E) ZOOM SUR LE RÉSULTAT DU BUDGET DE FONCTIONNEMENT

Le résultat du budget de fonctionnement qui s'établit à **394 272,30 €**, s'explique ainsi :

Les produits de fonctionnement de l'exercice		817 573
Fonctionnement	360 424	
Système informatique (V.12)	150 000	
Actions spécifiques*	234 869	
Intérêts des comptes à terme nets d'impôts	72 280	
Les charges de fonctionnement de l'exercice		-309 152
Frais administrateurs	-68 593	
Commissions locales	-4 081	
Moyens syndicaux	-80 475	
Honoraires	-45 372	
Frais administratifs	-79 021	
Revue spécialisée	-1 727	
Fournitures et matériels DHS200	-6 720	
Prestataires paies / charges personnels	-1 912	
Frais de consultation des ouvriers droit	-21 250	
Les charges du système informatique (V.12)		-114 149
Résultat budget Fonctionnement		394 272

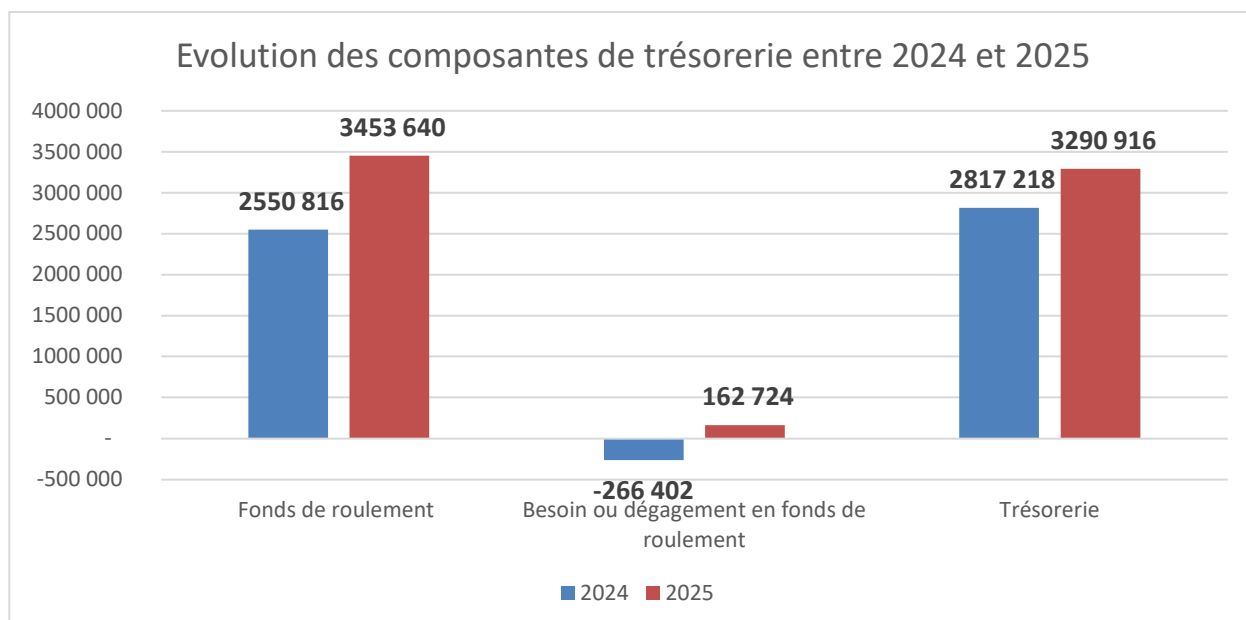
Ce résultat vient se cumuler aux réserves antérieures d'un montant de 2 094 673.49 € pour le budget de fonctionnement.

* Incluant les frais de personnel (2), frais de gestion de la paie des salariés du COSOG, les fournitures courantes du service administratif DHS200 et des frais de consultation des OD et des moyens syndicaux pour les élections (pour ces deux derniers postes, il s'agit d'une provision annuel d'1/4 du montant total).

II – ÉLÉMENTS DU BILAN

<i>En euros</i>		31/12/2025	31/12/2024
Fonds propres		3 392 222	2 435 517
Provisions		62 563	116 850
Concours bancaire			
Total ressources stables	A	3 454 785	2 552 367
Actif immobilisé	B	1 145	1 551
Fonds de roulement (FDR =A-B)	C	3 453 640	2 550 816
Stock		9 190	7 140
Avances fournisseurs		955 691	834 302
Créances clients OD - SA		1 362 861	1 513 492
Créances douteuses OD-SA		0	0
Autres créances		2 632 555	39 331
Charges constatées d'avance		1 263 221	748 992
Total créances d'exploitation	D	6 223 518	3 143 257
Acomptes clients OD / CDC			
Emprunts et dettes financières *		152 449	152 449
Fournisseurs		3 468 607	565 050
Organismes sociaux		27 948	54 430
Autres dettes		1 146 290	1 195 696
Produits constatés d'avance		1 265 501	1 442 034
Total dettes d'exploitation	E	6 060 794	3 409 659
Besoin en fonds de roulement (BFR=D-E)	F	162 724	-266 402
Trésorerie = FDR-BFR(C-F)		3 290 916	2 817 218
Disponibilités		3 061 979	2 588 281
Valeurs mobilières de placement		228 937	228 937
Total trésorerie		3 290 916	2 817 218

* Concerne l'avance permanente de la CDC



L'année 2025 est marquée par un résultat global très positif marquant ainsi une augmentation de ses ressources stables (35,36%). Celles-ci couvrent amplement l'actif net immobilisé et il en résulte un fonds de roulement net global de 3,45 M€.

Les actifs nets immobilisés s'élèvent à 1 145 € pour un cumul d'amortissement de 13 004 € soit 92% de la valeur brute (14 149 €).

L'année 2025 est marquée par une hausse plus forte des créances d'exploitation (+98 %) par rapport aux dettes d'exploitation (+77,8 %), créant un effet de ciseau défavorable sur la trésorerie.

Cependant, le passif circulant (dettes d'exploitation) reste supérieur à l'actif circulant (créances + stocks), ce qui limite l'impact négatif.

Contrairement à 2024, où le cycle d'exploitation dégageait des fonds (BFR négatif de -266 k€), en 2025, il absorbe désormais des ressources (BFR positif de +163 k€), soit une détérioration de 429 k€ par rapport à l'année précédente. Malgré cela, ce besoin en fonds de roulement reste modéré et n'affecte que partiellement la trésorerie, grâce à l'excédent de fonds de roulement (3,45 M€).

En résumé :

- 2024 : Dégagement de fonds de roulement de 266 k€ (impact positif sur la trésorerie).
- 2025 : Besoin en fonds de roulement de 163 k€ (impact limité grâce à la solidité financière).

L'excédent de fonds de roulement (3 453 640 €) complété du besoin en fonds de roulement (162 724 €) constitue la trésorerie pour 3 290 916 en progression de 474 K€ par rapport à 2024.

III – RÉMUNÉRATION VERSÉE AUX TROIS PLUS HAUTS CADRES DIRIGEANTS

Conformément à l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006, concernant les associations dont le budget annuel est supérieur à 150 000 euros et qui reçoivent une ou plusieurs subventions de l'état dont le montant est supérieur à 50 000 euros, le COSOG-CDC doit publier le total des rémunérations versées aux trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles ou salariés ainsi que leurs avantages en nature.

Les cadres dirigeants sont composés des représentants du personnel ainsi que d'un membre délégué de la Caisse des dépôts et consignations (CDC). Leur salaire n'est pas versé par le COSOG-CDC.

IV – MOYENS MIS A DISPOSITION

L'exercice 2025 a constitué un tournant important dans le fonctionnement des services travaillant pour le COSOG, à la fois d'un point de vue juridique et quant aux modalités organisationnelles de l'activité.

Dans le cadre de la nouvelle convention de délégation de gestion signée le 16 mai 2025 entre la CDC et le COSOG, la Caisse des dépôts (article 5) « apporte son concours au fonctionnement du COSOG, notamment au moyen de la mise à disposition de collaborateurs de la CDC ».

Les charges directes et indirectes liées aux moyens mis à disposition du COSOG par la CDC se sont élevés à 7 494 581 € en 2025.

Depuis la mise en œuvre du nouveau dispositif conventionnel, l'ensemble des agents exerçant pour le COSOG est de manière formelle mis à disposition de ce dernier au moyen de conventions individuelles. Seul le directeur général, mandataire social du COSOG, continue à relever en ligne directe de la DRH ; il a la responsabilité exclusive de la direction des équipes, lesquelles se voient garantir les mêmes droits et devoirs que leurs collègues de l'Établissement public qui ne sont pas mis à disposition.

Au 31 décembre 2025, les services administratifs (directeur général inclus) comprenaient 57 postes pourvus sur le plafond de 70 postes permanents prévus par la nouvelle convention, 1 poste occupé par une mission d'intérim et 2 apprentis (représentant 1,2 ETP).

Il est à noter qu'à l'occasion de la modification du cadre conventionnel, les 2 salariés directs du COSOG ont été intégrés aux effectifs de la CDC-EP puis mis à disposition, les plaçant ainsi dans les mêmes conditions d'exercice que leurs collègues.

Le projet de modification du cadre conventionnel d'exercice des agents, mais aussi des souhaits de mobilité purement personnels ont entraîné des départs conduisant, dans un délai contraint au premier semestre 2025, à 15 recrutements dont un tiers sur le site d'Angers, lequel a vu son effectif passer de 10 à 15 agents. De même certaines mobilités internes ont-elles pu prendre place, permettant la prise de responsabilités d'encadrement chez certains, ou un changement d'activité en interne pour d'autres.

Il en a résulté des enjeux majeurs pour l'organisation opérationnelle de la production des prestations :

- Pourvois de postes dans des délais contraints en fonction des départs annoncés ;
- Transmission des connaissances aux nouveaux arrivants dans des secteurs où parfois l'ensemble de l'équipe était renouvelé ;
- Intégration des nouveaux arrivants et réorganisation du collectif de travail ;
- Redistribution de la charge de gestion entre les sites, afin de prendre en compte la nouvelle répartition des effectifs ;
- Nouvelle répartition des dossiers entre les sites, de manière moins cloisonnée, chacun ayant désormais à traiter des dossiers de portée nationale, en sus des prestations locales.

Après plusieurs mois de fonctionnement, tant l'intégration des nombreux collègues dans les différents secteurs d'activité que la nouvelle organisation du travail, présentent un bilan très positif, notamment grâce à la capacité d'adaptation de l'ensemble des équipes concernées.

À l'heure de la rédaction du présent rapport, certains postes demeurent vacants mais ont donné lieu à un soutien externe (prestation de services prise en charge financièrement par la CDC) ; les recrutements sont en cours et des pistes sérieuses laissent à penser que les pourvois pourront intervenir à moyen terme, compte tenu des délais habituellement constatés pour les recrutements.

Le fonctionnement a par ailleurs été impacté par la forte montée en puissance des dossiers de maîtrise des risques, nécessitant une mobilisation importante de plusieurs secteurs d'activité, dans l'optique de la mise en œuvre, à partir de fin 2025, d'un contrôle de niveau 2 effectué par la direction-groupe ad hoc sur l'ensemble des activités du COSOG. La cartographie des risques et les plans d'action et de contrôle mis en place plusieurs années auparavant à l'initiative du COSOG lui-même, ont fait l'objet d'observations de DRG, visant à les adapter au cadre opérationnel du suivi des risques au sein de l'Établissement public, conformément aux attentes exprimées par IGAU lors de son audit de 2024.

Cette activité, lourde au regard de la variété et de la spécificité des activités du COSOG, a mobilisé et continuera de mobiliser beaucoup d'énergie, en complément des activités de production de prestations ou de supports à celle-ci, impactant la charge de travail des équipes.

V – CONTRÔLE DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Conformément aux dispositions législatives et réglementaires, nous tenons à votre disposition les rapports de notre commissaire aux comptes. Nous vous indiquons que la liste et l'objet des conventions courantes conclues avec des sociétés et associations, dans lesquelles nous avons une participation et des administrateurs communs, et en raison de leur objet ou de leur implication financière significative pour les parties, ont été communiqués aux administrateurs et au commissaire aux comptes. Ce dernier a produit à ce titre un rapport spécial en plus du rapport sur les comptes annuels.

VI – COMMENTAIRE SUR L'ACTIVITÉ DE L'ANNÉE

La décision de la CDC de dénoncer la convention de gestion qui la liait au Cosog a entraîné la mise à disposition du Cosog du personnel administratif. Cela a créé une forte instabilité des effectifs. Je tiens à saluer l'investissement et l'implication des agents qui, malgré de fortes contraintes, ont réussi à maintenir un niveau d'activité qui n'a pas compromis le service rendu aux ouvriers droit. En effet, le niveau de prestations distribuées s'est élevé à 18,4 M€ soit une hausse de 6,4% par rapport à 2024.

Cette hausse est due à la décision du Conseil d'administration de mettre en place l'aide aux vacances en lieu et place du crédit vacances. Cette nouvelle prestation a rencontré un vrai succès car, plus simple. En parallèle, le Conseil d'administration a décidé de ne plus obliger les ouvriers droits à utiliser la liste des prestataires référencés pour bénéficier de l'aide aux vacances. La prestation a ainsi progressé de plus de 18% par rapport à 2024. Enfin, une partie du reliquat de Commission Ile-de-France a été consommée.

Le budget voté, au titre de 2025, a été consommé à hauteur de 94% contre 91% en 2024. Il s'agit d'un taux satisfaisant qui démontre notre maîtrise en matière de prévision de dépenses, et ce, malgré l'existence de lignes ouvertes telles que l'aide aux vacances, la billetterie, l'aide aux vacances...

En parallèle, la subvention versée a progressé de 1,1 M€ soit 18,6 M€ en 2025. Cette hausse est liée à la fois à la hausse de la masse salariale et le passage du taux de subventionnement de 3,26% à 3,40% qui a amené 400 K€ au titre de 2025 (du 1^{er} mai au 31 décembre) et apportera une hausse de 700K€ en année pleine dès 2026.

Ainsi, la maîtrise des dépenses associée à une hausse de la subvention ont permis de réaliser un bénéfice au 31 décembre 2025 de 957 K€ contre une perte de 35 K€ en 2024. C'est un résultat qui va venir alimenter les réserves qui demeurent à un niveau élevé à un peu moins de 3,4 M€. Il faut également garder en mémoire les 0, 7 M€ d'excédents des commissions locales qui, à terme, s'imputeront sur ces réserves.

VII – COMMENTAIRE SUR LES PERSPECTIVES D'AVENIR

En 2024 les organisations syndicales ont signé avec la CDC l'accord QVCT. Cet accord prévoit que la CDC mandate le Cosog pour la mise en place de CESU dits QVCT en faveur de la petite enfance, des familles monoparentales et en faveur du handicap. Cela a nécessité de longs échanges lors du second semestre 2025 et ces CESU seront progressivement opérationnels en 2026.

Le CA budgétaire de 2025 a décidé de revoir les modalités de l'offre montagne. De ce fait, notre partenariat exclusif avec Travelski prendra fin de la saison 2025/2026. Nous allons faire évoluer la prestation sur le modèle de l'aide aux vacances et l'ouvrir à tous les prestataires.

La nouvelle convention de gestion signée en avril 2025 autorise explicitement le COSOG à verser des prestations aux retraités. Il s'agit d'une enveloppe de 200 K€ qui va servir des prestations de billetterie via Meyclub, de remboursement sport et un voyage annuel. Il s'agit d'une nouveauté pour le Cosog et pour nos collègues cela renforce les liens intergénérationnels une valeur fondatrice du Cosog.

2026 nous donnera l'occasion de faire évoluer les comptes à points. Le système était robuste mais nécessitait d'être revu. Le Conseil d'administration a donc choisi, d'une part, de fusionner les comptes à points nationaux et, d'autre part, de ramener les comptes à points inférieurs à 20 points à zéro. C'est une simplification et un moyen de renforcer l'équité entre les ouvriers droits.

Enfin, en 2026 nous allons établir notre premier bilan carbone avec la société BL Évolutions. C'est une première pour les administrateurs et les équipes. C'était un engagement auquel le conseil d'administration était très attaché qui se concrétise enfin. Ce sera l'occasion de réaliser un plan d'action pour limiter au maximum l'impact carbone de nos activités.

VIII – PRÉSENTATION DES ÉVÉNEMENTS SURVENUS DEPUIS LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

Depuis la clôture de l'exercice :

Une convention de service entre la CDC et le COSOG pour le dispositif des « CESU QVCT » entré en vigueur le 16 janvier 2026.

IX – PROPOSITION DES TEXTES DE RÉSOLUTIONS

Nous espérons que ce qui précède recevra votre agrément et que vous voudrez bien voter les résolutions qui vous sont soumises, dont celles concernant les documents sociaux :

1^{ère} résolution

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport de gestion du conseil d'administration et du rapport du commissaire aux comptes, approuve les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2025.

- | | |
|--|----------------|
| ➤ POUR : UNSA, CGT, CFDT, SNUP, CFE-CGC, SFIL, CNP, FIPHFP | soit 1060 voix |
| ➤ CONTRE : | soit X voix |
| ➤ ABSTENTION : | soit X voix |

La 1^{ère} résolution est adoptée à l'unanimité.

2^{ème} résolution

L'assemblée générale approuve la proposition du conseil d'administration à la majorité ou à l'unanimité, d'affecter le bénéfice de l'exercice soit **956 704.73 €**, correspondant à :

- **562 432.43 €** au titre de la subvention sociale,
- **394 272.30 €** au titre de la subvention de fonctionnement,

aux comptes de réserves générales associés.

- | | |
|--|----------------|
| ➤ POUR : UNSA, CGT, CFDT, SNUP, CFE-CGC, SFIL, CNP, FIPHFP | soit 1060 voix |
| ➤ CONTRE : | soit X voix |
| ➤ ABSTENTION : | soit X voix |

La 2^{ème} résolution est adoptée à l'unanimité.

3^{ème} résolution

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées, prend acte qu'il n'y a aucune convention réglementée depuis le 1^{er} janvier 2025.

- | | |
|--|----------------|
| ➤ POUR : UNSA, CGT, CFDT, SNUP, CFE-CGC, SFIL, CNP, FIPHFP | soit 1060 voix |
| ➤ CONTRE : | soit X voix |
| ➤ ABSTENTION : | soit X voix |

La 3^{ème} résolution est adoptée à l'unanimité.

4^{ème} résolution

L'assemblée générale donne tous pouvoirs au porteur en vue de procéder aux formalités de publicité légale.

- | | |
|--|----------------|
| ➤ POUR : UNSA, CGT, CFDT, SNUP, CFE-CGC, SFIL, CNP, FIPHFP | soit 1060 voix |
| ➤ CONTRE : | soit X voix |
| ➤ ABSTENTION : | soit X voix |

La 4^{ème} résolution est adoptée à l'unanimité.



CABINET GILLES HUBERT

SOCIÉTÉ DE COMMISSARIAT AUX COMPTES
Membre de la Compagnie des Commissaires aux Comptes de Paris

ASSOCIATION COSOG CDC

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2025

ASSOCIATION REGIE PAR LA LOI DE 1901

12, AVENUE PIERRE MENDES FRANCE – 75 013 PARIS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS AU 31 DECEMBRE 2024

Aux membres de l'association

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association « COSOG CDC » relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

OBSERVATION

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les trois points, exposé dans les règles et méthodes comptables de l'annexe des comptes annuels, aux paragraphes suivants :

- « CHANGEMENT DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE » qui traite des incidences de la première application du règlement ANC n°2022-06,
- « FAITS SIGNIFICATIFS INTERVENUS AU COURS DE L'EXERCICE »,
- « MOYENS MIS A DISPOSITION PAR LA CDC ».

JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions des articles L.821.53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Trésorier et dans les autres documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative

provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris le 20 mai 2026,

Le Commissaire aux Comptes
Cabinet Gilles HUBERT



Guilhem PRINCÉ



RAPPORT FINANCIER

2025

BILAN ACTIF

Rubriques	Montants Bruts	Amortissements	31/12/2025	31/12/2024
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	0	0	0	0
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel, outillage	12 107	10 963	1 144	1 551
Autres immobilisations corporelles	2 042	2 042	0	0
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
ACTIF IMMOBILISE	14 149	13 005	1 144	1 551
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements	9 190		9 190	7 140
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises			0	0
Avances et acomptes versés sur commandes	955 691		955 691	834 302
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	1 362 861		1 362 861	1 513 492
Autres créances	2 632 555		2 632 555	39 331
Capital souscrit et appelé, non versé				
Charges constatées d'avance	1 263 221		1 263 221	748 992
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement	228 937		228 937	228 937
(dont actions propres :)				
Disponibilités	3 061 979		3 061 979	2 588 280
ACTIF CIRCULANT	9 514 434	0	9 514 434	5 960 475
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	9 528 583	13 005	9 515 578	5 962 026

COSOG CDC
Comptes annuels au 31 décembre 2025
BILAN PASSIF

Rubriques	31/12/2025	31/12/2024
Capital social ou individuel		
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecart de réévaluation (dont écart d'équivalence)		
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)	2 435 517	2 470 776
Report à nouveau		
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	956 705	-35 259
Subventions d'investissement	0	0
Provisions réglementées		
FONDS PROPRES	3 392 222	2 435 517
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	62 563	116 850
PROVISIONS	62 563	116 850
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers (dont emprunts participatifs) *	152 449	152 449
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 468 607	565 050
Dettes fiscales et sociales	27 947	54 430
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	1 146 289	1 195 696
Produits constatés d'avance	1 265 501	1 442 034
DETTES	6 060 793	3 409 659
Ecart de conversion passif		
*Avance permanente de la CDC	9 515 578	5 962 026

Résultat de l'exercice 956 704,73 €

Total du bilan 9 515 578,83 €

COMPTE DE RESULTAT (en liste)

Rubriques	France	Exportation	31/12/2025	31/12/2024
Ventes de marchandises	-		-	-
Produits des activités annexes				
Production vendue de services	9 535 029		9 535 029	9 250 311
CHIFFRE D'AFFAIRE NET	9 535 029		9 535 029	9 250 311
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			21 754 926	17 391 645
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements)			173 411	96 386
Autres produits			5 744	1
PRODUITS D'EXPLOITATION			31 469 110	26 738 343
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			0	0
Variation Stock (marchandises)			0	0
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			3 405 395	3 443 687
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			-2 050	-1 951
Autres achats et charges externes			12 342 485	9 191 819
Impôts, taxes et versements assimilés			21 937	32 477
Salaires et traitements			17 303	104 870
Charges sociales			14 801	56 384
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			406	406
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations			0	0
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			0	0
Dotations aux provisions			41 313	29 020
Autres charges			14 762 408	14 021 694
CHARGES D'EXPLOITATION			30 603 998	26 878 406
RESULTAT D'EXPLOITATION			865 112	- 140 062
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			95 106	114 868
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			95 106	114 868
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées				
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			0	0
RESULTAT FINANCIER			95 106	114 868
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			960 218	- 25 194

COMPTE DE RESULTAT (suite)

<i>Rubriques</i>	<i>31/12/2025</i>	<i>31/12/2024</i>
Produits exceptionnels Charges exceptionnelles		23
RESULTAT EXCEPTIONNEL	0	- 23
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise Impôts sur les bénéfices	3 513	10 042
TOTAL DES PRODUITS	31 564 216	26 852 212
TOTAL DES CHARGES	30 607 511	26 888 471
BENEFICE	956 705	- 35 259

Pour les moyens mis à dispositions par la CDC Cf. pages 26

ANNEXE

REGLES ET METHODES COMPTABLES

DESCRIPTION DE L'OBJET SOCIAL, DES ACTIVITES REALISEES ET DES MOYENS MIS EN ŒUVRE

Le COSOG est une association dont le but est de gérer, sur le fondement d'une convention de délégation conclue avec Caisse des Dépôts et Consignations, les activités sociales et culturelles exercées principalement au bénéfice des personnels de la Caisse des Dépôts et Consignations sans discrimination, en vue d'améliorer leurs conditions collectives d'emploi, de travail et de vie et d'en étendre, sous certaines conditions posées par les présents statuts, le bénéfice aux personnels d'autres entités.

REFERENTIEL COMPTABLE

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions et aux modèles figurant dans les règlements ANC 2018-06 du 05 décembre 2018 et ANC n°2022-06 du 4 novembre 2022 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations.

Les conventions ci-après ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux règles de base suivantes :

- Continuité de l'exploitation (cf. mention ci-après),
- Indépendance des exercices,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, à l'exception des changements de méthodes d'évaluation ou de présentation indiqués le cas échéant ci-après.

CHANGEMENT DE REGLEMENTATION COMPTABLE

Le règlement ANC n°2022-06 du 4 novembre 2022 relatif à la modernisation des états financiers s'applique aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025.

Il vient modifier le règlement ANC 2018-06 entraîne des changements de comptabilisation et de présentation.

Les principaux changements opérés sont les suivants :

1. Changements de comptabilisation :

Les principaux impacts à compter de l'exercice 2025 sont les suivants :

1.1. En terme de résultat exceptionnel :

- Le périmètre du résultat exceptionnel est réduit aux événements majeurs et inhabituels (les autres événements étant désormais traduits dans le résultat d'exploitation).
- 1.2. Suppression des transferts de charges dans le résultat d'exploitation et le résultat financier

2. Changement de présentation :

Les principaux impacts à compter de l'exercice 2025 sont les suivants :

2.1. Présentation du compte de résultat :

- Le résultat exceptionnel est synthétisé sur 2 lignes « charges et produits exceptionnels » dans le compte de résultat ;
- Les transferts de charges N-1 ont été regroupés dans la colonne N-1 sur la ligne « reprise sur amortissements, dépréciations et provisions » .

2.2. Présentation du bilan :

- Les frais d'établissement sont présentés dans un total séparé de l'actif (et non dans le total des immobilisations) ;
- Les charges constatées d'avance sont totalisées dans les créances ;
- Les avances et acomptes sont regroupés dans les immobilisations en cours (corporelles ou incorporelles).

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations). Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant la durée de vie prévue.

Les taux les plus couramment pratiqués sont les suivants (L = linéaire ; E = exceptionnel) :

Immobilisations	Amortissements pour dépréciation
-----	-----
Logiciel	33,33 % L
Installation constructions sur sol d'autrui	Entre 6,67 % L et 20 % L
Installations techniques, mat. outillage	Entre 10 % L et 20 % L
Install. générales agencés, aménagés	Entre 6,67 % L et 20 % L
Matériel de transport	Entre 10 % L et 20 % L
Matériel de bureau et informatique	33,33 % L
Mobilier	Entre 6,67 % L et 20 % L

STOCKS

Les stocks sont évalués suivant la méthode coût unitaire moyen pondéré. La valeur brute des marchandises et des approvisionnements est composée uniquement du prix d'achat.

CREANCES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENTS

Les valeurs mobilières de placements sont constituées de fonds éthiques. La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

ENGAGEMENT RETRAITE

Pour les salariés COSOG, la méthode utilisée pour calculer la provision est la méthode prospective. Les montants susceptibles d'être perçus par les salariés à contrat à durée indéterminée sont totalisés puis pondérés par leurs droits acquis (ancienneté acquise par rapport au montant de la prime) et leur probabilité de survie. Ceci dans l'hypothèse d'un départ à la retraite à 67 ans.

Il n'y a plus de salarié au COSOG depuis le 1^{er} mai 2025.

Par ailleurs, une provision est calculée au prorata du temps passé au COSOG par la CDC selon la méthode SIACI pour les trois salariés transférés à la CDC. Cette provision sera refacturée au moment du départ à la retraite de ces trois salariés.

SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

Les subventions d'investissement attribuées au cours de l'année servent à financer des biens qui sont enregistrés à l'actif en immobilisations incorporelles ou corporelles. Elles sont reprises au compte de résultat de chaque exercice au rythme de l'amortissement des biens financés.

FAITS SIGNIFICATIFS INTERVENUS AU COURS DE L'ANNEE

L'année 2025 a été marquée par l'entrée en vigueur, le 1er juin, de la nouvelle convention de gestion entre la CDC et le COSOG, son application a entraîné 3 conséquences observables dans les comptes de l'associations :

- Augmentation de la subvention CDC. En effet, la convention prévoit une augmentation du taux de subvention de 3,26 % à 3,40 % (application sur 6 mois en 2025).
- Cette convention avait aussi pour objectif d'instaurer la mise à disposition du l'association des salariés et fonctionnaires que la CDC affectait jusqu'alors à la gestion du COSOG. Dès lors, la CDC facture au COSOG les salaires des personnels COSOG, et lui attribue une subvention pour couvrir les coûts afférents. Cela garantit un impact budgétaire neutre.
- Par ailleurs, il n'y a pas eu de prestations à destination des retraites en 2025. Cette décision a été prise à la suite de l'audit de la CDC qui a pointé que cela n'était pas autorisée dans le cadre de l'ancienne convention. La nouvelle convention a rétabli le dispositif en fixant un cadre.

Le COSOG a recours à du placement de trésorerie sans risque (Dépôts à terme à capital garanti) auprès de CDC net lui permettant de placer une partie de sa trésorerie à diverses échéances en fonction des disponibilités prévisionnelles et de percevoir des intérêts bruts constitutifs des produits financiers, fiscalisés à 24%.

Depuis mars 2026, la prise en charge des frais de mission du personnel et des administrateurs a été réattribuée au COSOG, suite à l'arrivée du nouveau prestataire. Ces frais étaient auparavant traités par la CDC (depuis le début de l'année 2023), en raison de dysfonctionnements du système d'information du prestataire précédent.

Ainsi les dépenses d'exploitations ont augmenté de 13,9% et les produits d'exploitations de +17,7%. Ce qui a dégagé un résultat global positif de 956,7 K€.

INFORMATIONS BILAN ET RESULTAT

IMMOBILISATIONS

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluat.	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (LOGICIEL)	159 701		0
Terrains			
<i>Dont composants</i>			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agencements, aménagements			
Install. techniques, matériel et outillage industriels	12 107		0
Installations générales, agencements, aménagements			
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique, mobilier	32 014		0
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	203 822	-	-
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières			
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	-	-	-
TOTAL GENERAL	203 822	-	-

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES		- 159 701	0	
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agencements				
Installations techn. matériel et outillages industriels			12 107	
Installations générales, agencements, aménagements				
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier		- 29 972	2 042	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	- 189 673	14 149	-	-
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières		-	-	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	-	-	-	-
TOTAL GENERAL	-	14 149	-	-

AMORTISSEMENTS

<i>Rubriques</i>	<i>Début d'exercice</i>	<i>Dotations</i>	<i>Reprises</i>	<i>fin d'exercice</i>
FRAIS D'ÉTABLISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	159 701	0	- 159 701	0
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales, agencement, aménagement				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	10 557	406	0	10 963
Installations générales, agencements et aménagements divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier	32 013	0	- 29 972	2 041
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	42 570	406	- 189 673	13 004
TOTAL GENERAL	202 271	406	- 189 673	13 004

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES							
<i>Rubriques</i>	<i>Dotations</i>			<i>Reprises</i>			<i>Mouvements amortisse- ments</i>
	<i>Différentiel de durée</i>	<i>Mode dégressif</i>	<i>Amort.fisc. exception.</i>	<i>Différentiel de durée</i>	<i>Mode dégressif</i>	<i>Amort.fisc. exception.</i>	
FRAIS ETBL AUT. INC.							
Terrains							
Construct.							
- sol propre							
- sol autrui							
- installations							
Install. Tech.							
Install. Gén.							
Mat. Transp.							
Mat bureau							
Embal récup.							
CORPOREL.							
Acquis. titre							
TOTAL							

<i>Charges réparties sur plusieurs exercices</i>	<i>Début d'exercice</i>	<i>Augmentations</i>	<i>Dotations</i>	<i>Fin d'exercice</i>
Frais d'émission d'emprunts à étaler Primes de remboursement des obligations				

ETAT DES FONDS PROPRES

<i>Rubriques</i>	31/12/2025	31/12/2024	Variation 2025-2024	31/12/2023
Réserves réglementées	2 435 517	2 470 776	- 1,43 %	5 226 541
Résultat de l'exercice	956 705	- 35 259	- 2812.6%	- 2 755 766
Subvention d'investissement	-	-	-	-
FONDS PROPRES	3 392 222	2 435 517	39,28%	2 470 776

PROVISIONS ET DEPRECIATIONS

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers Provisions pour investissement Provisions pour hausse des prix Amortissements dérogatoires Dont majorations exceptionnelles de 30 % Implantations étrangères avant 01/01/92 Implantations étrangères après 01/01/92 Provisions pour prêts d'installation Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES				
Provisions pour litiges Provisions pour garanties données aux clients Provisions pour pertes sur marchés à terme Provisions pour amendes et pénalités Provisions pour pertes de change Provisions pour pensions, obligations similaires Provisions pour impôts Provisions pour renouvellement immobilisations Provisions pour gros entretiens, grandes révis. Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer Autres provisions pour risques et charges				
	95 600	20 063	-95 600	20 063
	21 250	21 250	0	42 500
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	116 850	41 313	-95 600	62 563
Dépréciations immobilisations incorporelles Dépréciations immobilisations corporelles Dépréciations titres mis en équivalence Dépréciations titres de participation Dépréciations autres immobilisations financières Dépréciations stocks et en cours Dépréciations comptes clients Autres dépréciations				
DEPRECIATIONS	0	0	0	0
TOTAL GENERAL	116 850	41 313	95 600	62 563
Dotations et reprises d'exploitation Dotations et reprises financières Dotations et reprises exceptionnelles		41 313	95 600	
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

CREANCES ET DETTES

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	1 362 861	1 362 861	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux			
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices			
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée			
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses			
Groupe et associés	2 632 136	2 632 136	
Débiteurs divers (dont avances et acomptes versés sur commande)	956 110	956 110	
Charges constatées d'avance	1 263 221	1 263 221	
TOTAL GENERAL	6 214 328	6 214 328	-
Montant des prêts accordés en cours d'exercice			
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an, -5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	3 468 607	3 468 607		
Personnel et comptes rattachés	4 479	4 479		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux				
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée				
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	23 469	23 469		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés	152 449	0	152 449	
Autres dettes	1 146 290	1 146 290		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	1 265 501	1 265 501		
TOTAL GENERAL	6 060 795	5 908 346	152 449	
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés				

DIFFERENCES D'EVALUATION SUR ELEMENTS FONGIBLES DE L'ACTIF CIRCULANT

<i>Stocks (hors valeur ajoutée)</i>	<i>Valeur bilan</i>	<i>Prix marché</i>	<i>Provision</i>
TOTAL			

<i>Valeurs mobilières de placement</i>	<i>Valeur bilan</i>	<i>Prix marché</i>	<i>Provision</i>
FCP - INSERTION EMPLOI	228 937	313 121	
TOTAL	228 937	313 121	-

DETAIL DES PRODUITS A RECEVOIR

PRODUITS A RECEVOIR	31/12/2025
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	1 362 861
418130 CLIENTS FACTURES A ETABLIR	869 956
411000 CLIENTS	492 905
AUTRES CREANCES	2 632 561
409800 FOURNISSEURS RRR A OBTENIR	6
425000 AVANCE ET ACOMPTE	0
467210 DEBITEURS ET CREDITEURS DIVERS	0
441710 SUBVENTION A RECEVOIR	2 632 136
468700 DIVERS PRODUITS A RECEVOIR	419
TOTAL DES PRODUITS A RECEVOIR	3 995 422

DETAIL DES CHARGES A PAYER

CHARGES A PAYER	31/12/2025
DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACHES	3 468 607
408110 FOURNISSEURS FACTURES NON PARVENUES	2 687 589
401000 FOURNISSEURS	781 017
DETTES FISCALES ET SOCIALES	27 948
428600 PERSONNEL CHARGE A PAYER	4 479
431/437 ORGANISMES SOCIAUX	0
438000 CONGES A PAYER CHARGES SOCIALES	0
444500 ETAT IMPOTS SUR LES SOCIETES	22 826
448200 CONGES A PAYER – CHARGES FISCALES	0
442100 ETAT CHARGES A PAYER	0
448620 TAXE D’APPRENTISSAGE	643
AUTRES DETTES	2 699
468600 DIVERS CHARGES A PAYER	2 699
TOTAL DES CHARGES A PAYER	3 499 253

DETAIL DES CHARGES & PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	31/12/2025
486000 CHARGES CONSTATEES D AVANCE	1 248 735
486100 CH. MEDIATHEQUES CONSTATEES D'AVANCE - ABONNEMENTS	14 487
TOTAL DES CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	1 263 221

PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	31/12/2025
487000 PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	4 780
487100 PRODUITS CONSTATES D'AVANCE VOYAGES	1 125 163
487300 PRODUITS CONSTATES D'AVANCE COLONIES	126 808
487200 PRODUITS CONSTATES D'AVANCE LOCATIONS	8 750
TOTAL DES PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	1 265 501

AFFECTATION DES RESULTATS SOUMISE A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

<i>1 - Origine</i>	<i>Montant</i>
Réserve activités sociales	340 843,34
Réserve fonctionnement	2 094 673,49
Résultat de l'exercice dont résultat courant après impôts :	956 704,73
TOTAL	3 392 221,56

<i>2 - Affectations</i>	<i>Montant</i>
Réserve activités sociales	903 275,77
Réserve fonctionnement	2 488 945,79
Dividendes	
Autres répartitions :	
Report à nouveau	
TOTAL	3 392 221,56

SUBVENTIONS D’INVESTISSEMENT

SUBVENTIONS INVESTISSEMENT ATTRIBUEES	Détail immobilisations financées	Montant	MONTANT SUBVENTION	QUOTE-PART VIREE AU RESULTAT	NET
INFORMATIQUE		36 128	36 128	-36 128	0
	Refonte site internet	21 877	21 877	-21 877	
	Application mobile	14 251	14 251	-14 251	
	TOTAL	36 128	36 128	-36 128	0

ENGAGEMENTS FINANCIERS, AUTRES INFORMATIONS
--

EFFECTIF

AU 31/12/2025

	<i>Personnel salarié Bordeaux</i>	<i>Personnel mis à disposition de l'entreprise</i>
Cadres (équivalent temps plein) - CDI	0	17
Non cadres (équivalent temps plein) - CDI		40
Effectif non permanent (équivalent temps plein)		1
TOTAL	0	60

Ces effectifs ne tiennent pas compte des apprentis présents pour 1,2 ETP au 31/12/2025

MOYENS MIS A DISPOSITION PAR LA CDC *

Certaines catégories de dépenses sont prises directement en charge par la CDC.
Elles concernent :

Prestations	Montant	
	2025	2024
1 - Masse salariale et autres frais du personnel directs	3 667 292	6 599 317
2 - Autres frais de personnel indirects	1 336 716	2 052 669
3 - Immobilier	1 936 085	1 794 359
4 - Système d'information	210 575	241 775
5 - Moyens généraux	148 273	230 233
6 - Risques	5 290	27 348
7 - Services extérieurs	0	79 560
8 – Autres coûts indirects	190 350	175 353
TOTAL	7 494 581	11 200 614

* y compris prestations fédérales à partir de 2020

Le modèle de calcul de coûts de la CDC fonctionne par mutualisation des charges.
A partir de 2019, il intègre la valorisation du management de DHS000 affecté sur les activités du COSOG. Il valorise également des subventions versées par la CDC à différentes associations extérieures au COSOG.

Suite à la nouvelle convention de délégation de gestion entre le COSOG et la CDC entrée en vigueur le 1^{er} juin 2026, la masse salariale ne rentre plus dans les coûts directs.

DETAIL COMPTE DE RESULTAT (page 6)

ACHAT MATIERES 1ERES ET AUTRES PPROVISIONNEMENTS		3 405 395
ACHATS BILLETTERIE	56 800	
ACHATS CESU	3 348 595	
AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES		12 342 485
PRESTATAIRES DE SERVICES	8 153 234	
TRANSPORTS ET DEPLACEMENTS	304 639	
PERSONNEL EXTERIEUR A L'ASSOCIATION	3 110 102	
HONORAIRES DIVERS	45 372	
SERVICES A BUT CULTUREL	78 221	
AUTRES SERVICES EXTERIEURS	650 916	
AUTRES CHARGES		14 762 408
INDEMNITES AIDES AUX LOISIRS	4 734 531	
SUBVENTION LOCATION SUR CATALOGUE	4 857 658	
INDEMNITES ENFANTS/RENTREE SCOLAIRE/NOEL	2 619 267	
AUTRES SUBVENTIONS ET AIDES	2 550 952	



RAPPORT FINANCIER

2025

SOMMAIRE

BILAN	
Bilan actif	3
Bilan passif	4
COMPTE DE RESULTAT	
Compte de résultat partie 1	5
Compte de résultat partie 2	6
ANNEXE	7
Règles et méthodes comptables	8
Informations sur Bilan et Compte de résultat	11
Etat de l'actif immobilisé	12
Etat des amortissements	13
Etat des fonds propres	14
Etat des provisions et dépréciations	15
Etat des échéances, des créances et des dettes	16
Différences d'évaluation sur éléments fongibles de l'actif circulant	17
Produits à recevoir	18
Charges à payer	19
Charges et produits constatés d'avance	20
Affectation résultats soumise approbation AG	21
Subventions d'investissement	22
Engagements financiers et autres informations	23
Effectif	24
Moyens mis à disposition par la CDC	25
Détail compte de résultat	26

BILAN ACTIF

Rubriques	Montants Bruts	Amortissements	31/12/2025	31/12/2024
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	0	0	0	0
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel, outillage	12 107	10 963	1 144	1 551
Autres immobilisations corporelles	2 042	2 042	0	0
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
ACTIF IMMOBILISE	14 149	13 005	1 144	1 551
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements	9 190		9 190	7 140
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises			0	0
Avances et acomptes versés sur commandes	955 691		955 691	834 302
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	1 362 861		1 362 861	1 513 492
Autres créances	2 632 555		2 632 555	39 331
Capital souscrit et appelé, non versé				
Charges constatées d'avance	1 263 221		1 263 221	748 992
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement	228 937		228 937	228 937
(dont actions propres :)				
Disponibilités	3 061 979		3 061 979	2 588 280
ACTIF CIRCULANT	9 514 434	0	9 514 434	5 960 475
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	9 528 583	13 005	9 515 578	5 962 026

COSOG CDC
Comptes annuels au 31 décembre 2025
BILAN PASSIF

Rubriques	31/12/2025	31/12/2024
Capital social ou individuel		
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecart de réévaluation (dont écart d'équivalence)		
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)	2 435 517	2 470 776
Report à nouveau		
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	956 705	-35 259
Subventions d'investissement	0	0
Provisions réglementées		
FONDS PROPRES	3 392 222	2 435 517
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	62 563	116 850
PROVISIONS	62 563	116 850
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers (dont emprunts participatifs) *	152 449	152 449
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 468 607	565 050
Dettes fiscales et sociales	27 947	54 430
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	1 146 289	1 195 696
Produits constatés d'avance	1 265 501	1 442 034
DETTES	6 060 793	3 409 659
Ecart de conversion passif		
*Avance permanente de la CDC	9 515 578	5 962 026

Résultat de l'exercice 956 704,73 €

Total du bilan 9 515 578,83 €

COMPTE DE RESULTAT (en liste)

Rubriques	France	Exportation	31/12/2025	31/12/2024
Ventes de marchandises	-		-	-
Produits des activités annexes				
Production vendue de services	9 535 029		9 535 029	9 250 311
CHIFFRE D'AFFAIRE NET	9 535 029		9 535 029	9 250 311
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			21 754 926	17 391 645
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements)			173 411	96 386
Autres produits			5 744	1
PRODUITS D'EXPLOITATION			31 469 110	26 738 343
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			0	0
Variation Stock (marchandises)			0	0
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			3 405 395	3 443 687
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			-2 050	-1 951
Autres achats et charges externes			12 342 485	9 191 819
Impôts, taxes et versements assimilés			21 937	32 477
Salaires et traitements			17 303	104 870
Charges sociales			14 801	56 384
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			406	406
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations			0	0
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			0	0
Dotations aux provisions			41 313	29 020
Autres charges			14 762 408	14 021 694
CHARGES D'EXPLOITATION			30 603 998	26 878 406
RESULTAT D'EXPLOITATION			865 112	- 140 062
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			95 106	114 868
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			95 106	114 868
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées				
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			0	0
RESULTAT FINANCIER			95 106	114 868
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			960 218	- 25 194

COMPTE DE RESULTAT (suite)

<i>Rubriques</i>	<i>31/12/2025</i>	<i>31/12/2024</i>
Produits exceptionnels Charges exceptionnelles		23
RESULTAT EXCEPTIONNEL	0	- 23
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise Impôts sur les bénéfices	3 513	10 042
TOTAL DES PRODUITS	31 564 216	26 852 212
TOTAL DES CHARGES	30 607 511	26 888 471
BENEFICE	956 705	- 35 259

Pour les moyens mis à dispositions par la CDC Cf. pages 26

ANNEXE

REGLES ET METHODES COMPTABLES

DESCRIPTION DE L'OBJET SOCIAL, DES ACTIVITES REALISEES ET DES MOYENS MIS EN ŒUVRE

Le COSOG est une association dont le but est de gérer, sur le fondement d'une convention de délégation conclue avec Caisse des Dépôts et Consignations, les activités sociales et culturelles exercées principalement au bénéfice des personnels de la Caisse des Dépôts et Consignations sans discrimination, en vue d'améliorer leurs conditions collectives d'emploi, de travail et de vie et d'en étendre, sous certaines conditions posées par les présents statuts, le bénéfice aux personnels d'autres entités.

REFERENTIEL COMPTABLE

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions et aux modèles figurant dans les règlements ANC 2018-06 du 05 décembre 2018 et ANC n°2022-06 du 4 novembre 2022 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations.

Les conventions ci-après ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux règles de base suivantes :

- Continuité de l'exploitation (cf. mention ci-après),
- Indépendance des exercices,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, à l'exception des changements de méthodes d'évaluation ou de présentation indiqués le cas échéant ci-après.

CHANGEMENT DE REGLEMENTATION COMPTABLE

Le règlement ANC n°2022-06 du 4 novembre 2022 relatif à la modernisation des états financiers s'applique aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025.

Il vient modifier le règlement ANC 2018-06 entraîne des changements de comptabilisation et de présentation.

Les principaux changements opérés sont les suivants :

1. Changements de comptabilisation :

Les principaux impacts à compter de l'exercice 2025 sont les suivants :

1.1. En terme de résultat exceptionnel :

- Le périmètre du résultat exceptionnel est réduit aux événements majeurs et inhabituels (les autres événements étant désormais traduits dans le résultat d'exploitation).
- 1.2. Suppression des transferts de charges dans le résultat d'exploitation et le résultat financier

2. Changement de présentation :

Les principaux impacts à compter de l'exercice 2025 sont les suivants :

2.1. Présentation du compte de résultat :

- Le résultat exceptionnel est synthétisé sur 2 lignes « charges et produits exceptionnels » dans le compte de résultat ;
- Les transferts de charges N-1 ont été regroupés dans la colonne N-1 sur la ligne « reprise sur amortissements, dépréciations et provisions » .

2.2. Présentation du bilan :

- Les frais d'établissement sont présentés dans un total séparé de l'actif (et non dans le total des immobilisations) ;
- Les charges constatées d'avance sont totalisées dans les créances ;
- Les avances et acomptes sont regroupés dans les immobilisations en cours (corporelles ou incorporelles).

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations). Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant la durée de vie prévue.

Les taux les plus couramment pratiqués sont les suivants (L = linéaire ; E = exceptionnel) :

Immobilisations	Amortissements pour dépréciation
-----	-----
Logiciel	33,33 % L
Installation constructions sur sol d'autrui	Entre 6,67 % L et 20 % L
Installations techniques, mat. outillage	Entre 10 % L et 20 % L
Install. générales agencés, aménagés	Entre 6,67 % L et 20 % L
Matériel de transport	Entre 10 % L et 20 % L
Matériel de bureau et informatique	33,33 % L
Mobilier	Entre 6,67 % L et 20 % L

STOCKS

Les stocks sont évalués suivant la méthode coût unitaire moyen pondéré. La valeur brute des marchandises et des approvisionnements est composée uniquement du prix d'achat.

CREANCES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENTS

Les valeurs mobilières de placements sont constituées de fonds éthiques. La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

ENGAGEMENT RETRAITE

Pour les salariés COSOG, la méthode utilisée pour calculer la provision est la méthode prospective. Les montants susceptibles d'être perçus par les salariés à contrat à durée indéterminée sont totalisés puis pondérés par leurs droits acquis (ancienneté acquise par rapport au montant de la prime) et leur probabilité de survie. Ceci dans l'hypothèse d'un départ à la retraite à 67 ans.

Il n'y a plus de salarié au COSOG depuis le 1^{er} mai 2025.

Par ailleurs, une provision est calculée au prorata du temps passé au COSOG par la CDC selon la méthode SIACI pour les trois salariés transférés à la CDC. Cette provision sera refacturée au moment du départ à la retraite de ces trois salariés.

SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

Les subventions d'investissement attribuées au cours de l'année servent à financer des biens qui sont enregistrés à l'actif en immobilisations incorporelles ou corporelles. Elles sont reprises au compte de résultat de chaque exercice au rythme de l'amortissement des biens financés.

FAITS SIGNIFICATIFS INTERVENUS AU COURS DE L'ANNEE

L'année 2025 a été marquée par l'entrée en vigueur, le 1er juin, de la nouvelle convention de gestion entre la CDC et le COSOG, son application a entraîné 3 conséquences observables dans les comptes de l'associations :

- Augmentation de la subvention CDC. En effet, la convention prévoit une augmentation du taux de subvention de 3,26 % à 3,40 % (application sur 6 mois en 2025).
- Cette convention avait aussi pour objectif d'instaurer la mise à disposition du l'association des salariés et fonctionnaires que la CDC affectait jusqu'alors à la gestion du COSOG. Dès lors, la CDC facture au COSOG les salaires des personnels COSOG, et lui attribue une subvention pour couvrir les coûts afférents. Cela garantit un impact budgétaire neutre.
- Par ailleurs, il n'y a pas eu de prestations à destination des retraites en 2025. Cette décision a été prise à la suite de l'audit de la CDC qui a pointé que cela n'était pas autorisée dans le cadre de l'ancienne convention. La nouvelle convention a rétabli le dispositif en fixant un cadre.

Le COSOG a recours à du placement de trésorerie sans risque (Dépôts à terme à capital garanti) auprès de CDC net lui permettant de placer une partie de sa trésorerie à diverses échéances en fonction des disponibilités prévisionnelles et de percevoir des intérêts bruts constitutifs des produits financiers, fiscalisés à 24%.

Depuis mars 2026, la prise en charge des frais de mission du personnel et des administrateurs a été réattribuée au COSOG, suite à l'arrivée du nouveau prestataire. Ces frais étaient auparavant traités par la CDC (depuis le début de l'année 2023), en raison de dysfonctionnements du système d'information du prestataire précédent.

Ainsi les dépenses d'exploitations ont augmenté de 13,9% et les produits d'exploitations de +17,7%. Ce qui a dégagé un résultat global positif de 956,7 K€.

INFORMATIONS BILAN ET RESULTAT

IMMOBILISATIONS

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluat.	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (LOGICIEL)	159 701		0
Terrains			
<i>Dont composants</i>			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agencements, aménagements			
Install. techniques, matériel et outillage industriels	12 107		0
Installations générales, agencements, aménagements			
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique, mobilier	32 014		0
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	203 822	-	-
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières			
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	-	-	-
TOTAL GENERAL	203 822	-	-

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES		- 159 701	0	
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agencements				
Installations techn. matériel et outillages industriels			12 107	
Installations générales, agencements, aménagements				
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier		- 29 972	2 042	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	- 189 673	14 149	-	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières		-	-	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	-	-	-	
TOTAL GENERAL	-	14 149	-	

AMORTISSEMENTS

<i>Rubriques</i>	<i>Début d'exercice</i>	<i>Dotations</i>	<i>Reprises</i>	<i>fin d'exercice</i>
FRAIS D'ÉTABLISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	159 701	0	- 159 701	0
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales, agencement, aménagement				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	10 557	406	0	10 963
Installations générales, agencements et aménagements divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier	32 013	0	- 29 972	2 041
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	42 570	406	- 189 673	13 004
TOTAL GENERAL	202 271	406	- 189 673	13 004

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES							
<i>Rubriques</i>	<i>Dotations</i>			<i>Reprises</i>			<i>Mouvements amortisse- ments</i>
	<i>Différentiel de durée</i>	<i>Mode dégressif</i>	<i>Amort.fisc. exception.</i>	<i>Différentiel de durée</i>	<i>Mode dégressif</i>	<i>Amort.fisc. exception.</i>	
FRAIS ETBL AUT. INC.							
Terrains							
Construct.							
- sol propre							
- sol autrui							
- installations							
Install. Tech.							
Install. Gén.							
Mat. Transp.							
Mat bureau							
Embal récup.							
CORPOREL.							
Acquis. titre							
TOTAL							

<i>Charges réparties sur plusieurs exercices</i>	<i>Début d'exercice</i>	<i>Augmentations</i>	<i>Dotations</i>	<i>Fin d'exercice</i>
Frais d'émission d'emprunts à étaler Primes de remboursement des obligations				

ETAT DES FONDS PROPRES

<i>Rubriques</i>	31/12/2025	31/12/2024	Variation 2025-2024	31/12/2023
Réserves réglementées	2 435 517	2 470 776	- 1,43 %	5 226 541
Résultat de l'exercice	956 705	- 35 259	- 2812.6%	- 2 755 766
Subvention d'investissement	-	-	-	-
FONDS PROPRES	3 392 222	2 435 517	39,28%	2 470 776

PROVISIONS ET DEPRECIATIONS

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers Provisions pour investissement Provisions pour hausse des prix Amortissements dérogatoires Dont majorations exceptionnelles de 30 % Implantations étrangères avant 01/01/92 Implantations étrangères après 01/01/92 Provisions pour prêts d'installation Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES				
Provisions pour litiges Provisions pour garanties données aux clients Provisions pour pertes sur marchés à terme Provisions pour amendes et pénalités Provisions pour pertes de change Provisions pour pensions, obligations similaires Provisions pour impôts Provisions pour renouvellement immobilisations Provisions pour gros entretiens, grandes révis. Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer Autres provisions pour risques et charges				
	95 600	20 063	-95 600	20 063
	21 250	21 250	0	42 500
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	116 850	41 313	-95 600	62 563
Dépréciations immobilisations incorporelles Dépréciations immobilisations corporelles Dépréciations titres mis en équivalence Dépréciations titres de participation Dépréciations autres immobilisations financières Dépréciations stocks et en cours Dépréciations comptes clients Autres dépréciations				
DEPRECIATIONS	0	0	0	0
TOTAL GENERAL	116 850	41 313	95 600	62 563
Dotations et reprises d'exploitation Dotations et reprises financières Dotations et reprises exceptionnelles		41 313	95 600	
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

CREANCES ET DETTES

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	1 362 861	1 362 861	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux			
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices			
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée			
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses			
Groupe et associés	2 632 136	2 632 136	
Débiteurs divers (dont avances et acomptes versés sur commande)	956 110	956 110	
Charges constatées d'avance	1 263 221	1 263 221	
TOTAL GENERAL	6 214 328	6 214 328	-
Montant des prêts accordés en cours d'exercice			
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an, -5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	3 468 607	3 468 607		
Personnel et comptes rattachés	4 479	4 479		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux				
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée				
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	23 469	23 469		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés	152 449	0	152 449	
Autres dettes	1 146 290	1 146 290		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	1 265 501	1 265 501		
TOTAL GENERAL	6 060 795	5 908 346	152 449	
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés				

DIFFERENCES D'EVALUATION SUR ELEMENTS FONGIBLES DE L'ACTIF CIRCULANT

<i>Stocks (hors valeur ajoutée)</i>	<i>Valeur bilan</i>	<i>Prix marché</i>	<i>Provision</i>
TOTAL			

<i>Valeurs mobilières de placement</i>	<i>Valeur bilan</i>	<i>Prix marché</i>	<i>Provision</i>
FCP - INSERTION EMPLOI	228 937	313 121	
TOTAL	228 937	313 121	-

DETAIL DES PRODUITS A RECEVOIR

PRODUITS A RECEVOIR	31/12/2025
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	1 362 861
418130 CLIENTS FACTURES A ETABLIR	869 956
411000 CLIENTS	492 905
AUTRES CREANCES	2 632 561
409800 FOURNISSEURS RRR A OBTENIR	6
425000 AVANCE ET ACOMPTE	0
467210 DEBITEURS ET CREDITEURS DIVERS	0
441710 SUBVENTION A RECEVOIR	2 632 136
468700 DIVERS PRODUITS A RECEVOIR	419
TOTAL DES PRODUITS A RECEVOIR	3 995 422

DETAIL DES CHARGES A PAYER

CHARGES A PAYER	31/12/2025
DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACHES	3 468 607
408110 FOURNISSEURS FACTURES NON PARVENUES	2 687 589
401000 FOURNISSEURS	781 017
DETTES FISCALES ET SOCIALES	27 948
428600 PERSONNEL CHARGE A PAYER	4 479
431/437 ORGANISMES SOCIAUX	0
438000 CONGES A PAYER CHARGES SOCIALES	0
444500 ETAT IMPOTS SUR LES SOCIETES	22 826
448200 CONGES A PAYER – CHARGES FISCALES	0
442100 ETAT CHARGES A PAYER	0
448620 TAXE D’APPRENTISSAGE	643
AUTRES DETTES	2 699
468600 DIVERS CHARGES A PAYER	2 699
TOTAL DES CHARGES A PAYER	3 499 253

DETAIL DES CHARGES & PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	31/12/2025
486000 CHARGES CONSTATEES D AVANCE	1 248 735
486100 CH. MEDIATHEQUES CONSTATEES D'AVANCE - ABONNEMENTS	14 487
TOTAL DES CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	1 263 221

PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	31/12/2025
487000 PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	4 780
487100 PRODUITS CONSTATES D'AVANCE VOYAGES	1 125 163
487300 PRODUITS CONSTATES D'AVANCE COLONIES	126 808
487200 PRODUITS CONSTATES D'AVANCE LOCATIONS	8 750
TOTAL DES PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	1 265 501

AFFECTATION DES RESULTATS SOUMISE A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

<i>1 - Origine</i>	<i>Montant</i>
Réserve activités sociales	340 843,34
Réserve fonctionnement	2 094 673,49
Résultat de l'exercice dont résultat courant après impôts :	956 704,73
TOTAL	3 392 221,56

<i>2 - Affectations</i>	<i>Montant</i>
Réserve activités sociales	903 275,77
Réserve fonctionnement	2 488 945,79
Dividendes	
Autres répartitions :	
Report à nouveau	
TOTAL	3 392 221,56

SUBVENTIONS D’INVESTISSEMENT

SUBVENTIONS INVESTISSEMENT ATTRIBUEES	Détail immobilisations financées	Montant	MONTANT SUBVENTION	QUOTE-PART VIREE AU RESULTAT	NET
INFORMATIQUE		36 128	36 128	-36 128	0
	Refonte site internet	21 877	21 877	-21 877	
	Application mobile	14 251	14 251	-14 251	
	TOTAL	36 128	36 128	-36 128	0

ENGAGEMENTS FINANCIERS, AUTRES INFORMATIONS
--

EFFECTIF

AU 31/12/2025

	<i>Personnel salarié Bordeaux</i>	<i>Personnel mis à disposition de l'entreprise</i>
Cadres (équivalent temps plein) - CDI	0	17
Non cadres (équivalent temps plein) - CDI		40
Effectif non permanent (équivalent temps plein)		1
TOTAL	0	60

Ces effectifs ne tiennent pas compte des apprentis présents pour 1,2 ETP au 31/12/2025

MOYENS MIS A DISPOSITION PAR LA CDC *

Certaines catégories de dépenses sont prises directement en charge par la CDC.
Elles concernent :

Prestations	Montant	
	2025	2024
1 - Masse salariale et autres frais du personnel directs	3 667 292	6 599 317
2 - Autres frais de personnel indirects	1 336 716	2 052 669
3 - Immobilier	1 936 085	1 794 359
4 - Système d'information	210 575	241 775
5 - Moyens généraux	148 273	230 233
6 - Risques	5 290	27 348
7 - Services extérieurs	0	79 560
8 – Autres coûts indirects	190 350	175 353
TOTAL	7 494 581	11 200 614

* y compris prestations fédérales à partir de 2020

Le modèle de calcul de coûts de la CDC fonctionne par mutualisation des charges.
A partir de 2019, il intègre la valorisation du management de DHS000 affecté sur les activités du COSOG. Il valorise également des subventions versées par la CDC à différentes associations extérieures au COSOG.

Suite à la nouvelle convention de délégation de gestion entre le COSOG et la CDC entrée en vigueur le 1^{er} juin 2026, la masse salariale ne rentre plus dans les coûts directs.

DETAIL COMPTE DE RESULTAT (page 6)

ACHAT MATIERES 1ERES ET AUTRES PPROVISIONNEMENTS		3 405 395
ACHATS BILLETTERIE	56 800	
ACHATS CESU	3 348 595	
AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES		12 342 485
PRESTATAIRES DE SERVICES	8 153 234	
TRANSPORTS ET DEPLACEMENTS	304 639	
PERSONNEL EXTERIEUR A L'ASSOCIATION	3 110 102	
HONORAIRES DIVERS	45 372	
SERVICES A BUT CULTUREL	78 221	
AUTRES SERVICES EXTERIEURS	650 916	
AUTRES CHARGES		14 762 408
INDEMNITES AIDES AUX LOISIRS	4 734 531	
SUBVENTION LOCATION SUR CATALOGUE	4 857 658	
INDEMNITES ENFANTS/RENTREE SCOLAIRE/NOEL	2 619 267	
AUTRES SUBVENTIONS ET AIDES	2 550 952	



CABINET GILLES HUBERT

SOCIÉTÉ DE COMMISSARIAT AUX COMPTES
Membre de la Compagnie des Commissaires aux Comptes de Paris

ASSOCIATION COSOG CDC

**RAPPORT SPECIAL
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2025

ASSOCIATION REGIE PAR LA LOI DE 1901

12, AVENUE PIERRE MENDES FRANCE – 75 013 PARIS

Aux membres de l'association,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre Association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées visées à l'article R.612-5 du code de commerce, qui ont été passées au cours de l'exercice en application de l'article R.612-7 dudit code.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS DEJA APPROUVEES PAR L'ORGANE DELIBERANT

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention déjà approuvée par l'organe délibérant dont l'exécution se serait poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Fait à Paris le 20 mai 2026,

Cabinet Gilles HUBERT
Commissaire aux Comptes



Guilhem PRINCÉ



RAPPORT BUDGETAIRE

2025



RAPPORT BUDGÉTAIRE 2025

BUDGET DE FONCTIONNEMENT

RAPPORT BUDGETAIRE 2025

SUIVI BUDGÉTAIRE 2025				2024
SUBVENTION	MONTANT ATTRIBUÉ	MONTANT RECUS	SOLDE A RECEVOIR	SUBVENTIONS VERSÉES
Masse salariale DSN (3,26% 5 mois et 3,40% 7 mois)	18 414 608	18 414 608	0	17 199 300
Association rattachée : AGR	28 299	28 299	0	42 868
Détachés CNP	148 219	148 219	0	148 108
TOTAL SUBVENTION : A	18 591 126,07	18 591 126,07	0	17 390 276

REPARTITION SUBVENTION:

BUDGET FONCTIONNEMENT	360 424
BUDGET INFORMATIQUE	150 000
BUDGET ACTIONS SPECIFIQUES	234 869
BUDGET HORS SOCIAL : B	745 292,96
BUDGET compensatoire Florineiges : Ecart entre taux 3,15% et 3,26% sur DSN N-1 (> 490K€): C	606 166,65
BUDGET NATIONAL	14 998 509,82
BUDGET LOCALES (13% BUDGET SOCIAL)	2 241 156,64
BUDGET SOCIAL : D = A - B - C	17 239 666,46
TOTAL BUDGET : B + C + D	18 591 126,07

RAPPORT BUDGETAIRE 2025

SUIVI BUDGÉTAIRE 2025						2024	
COMMISSIONS	BUDGET	DEPENSES	RECETTES	CONSUM-MATIONS	SOLDE	CONSUM-MATIONS 2024	COMPARATIF EVOLUTION CONSOMMATION 2025/2024
	a	b	c	d=(b-c)	e=(a-d)	g	f=(d-g)/g en %
SOLIDARITE	2 335 000	4 897 424	2 633 719	2 263 705	71 295	2 294 033	-1%
ENFANCE	3 314 500	4 500 075	1 377 664	3 122 410	192 090	3 297 187	-5%
LOISIRS CULTURE	5 550 000	8 841 194	3 393 965	5 447 228	102 772	5 037 056	8%
BUREAU (hors locales)	3 970 000	4 806 688	861 186	3 945 503	24 497	3 971 408	-1%
SOUS TOTAL	15 169 500	23 045 380	8 266 534	14 778 846	390 654	14 599 684	1%
BUREAU (locales / reliquats)	3 254 216	3 886 010	1 340 996	2 545 014	709 202	2 161 799	18%
SOLDE NON AFFECTE (positif) ou DEPASSEMENT BUDGETAIRE (négatif)	167 410				167 410		
TOTAL BUDGET COMMISSIONS	18 591 126	26 931 390	9 607 530	17 323 860	1 267 267	16 761 483	3%

TOTAL PRODUITS	TOTAL CHARGES	RÉSULTAT SOCIAL 2025
Subventions sociales et mesure compensatoire: P	Prestations sociales nationales et locales: C	RS = P - C
17 239 666,46	14 778 846,01	
606 166,65	2 545 013,54	
17 845 833,11	17 323 859,55	521 973,56

RAPPORT BUDGETAIRE 2025

SUIVI BUDGÉTAIRE 2025						2024	
COMMISSION SOLIDARITÉ	CRÉDIT ALLOUÉ	DEPENSES	RECETTES	CONSOM-MATIONS	SOLDE	CONSOM-MATIONS 2024	CRÉDIT ALLOUÉ 2024
	a	b	c	d=(b-c)	e=(a-d)		
Voyages solidaires	85 000	132 455	76 646	55 809	29 191	35 563	85 000
Orientation, accompagnement et soutien scolaire (1)	120 000	77 498	7 379	70 119	49 881	114 597	115 000
Ordinateurs	4 500	4 680	140	4 540	-40	6 125	7 500
Permis de conduire	230 000	232 816	31 577	201 239	28 761	254 803	220 000
Intervention adulte en situation de handicap	1 500	0	0	0	1 500	0	1 500
Crédit vacances handicap	290 000	325 711	25 934	299 777	-9 777	312 924	260 000
Enfants en situation de handicap (2)	400 000	756 781	298 249	458 532	-58 532	455 295	360 000
Vacances adaptées handicap (3)	6 000	10 633	995	9 638	-3 638	8 690	10 000
CESU	770 000	2 929 708	2 161 495	768 214	1 786	777 474	780 000
Aide à la vie quotidienne handicap	110 000	139 254	7 152	132 102	-22 102	122 730	100 000
Colis de Noël	7 000	4 140	0	4 140	2 860	4 000	7 500
Abonnement-Journal familial « Famileo »	3 000	3 930	2 552	1 378	1 622	2 301	10 000
Cérémonie des retraités	38 000	40 301	0	40 301	-2 301	40 339	35 000
Préparation retraite	270 000	239 516	21 600	217 916	52 084	159 191	500 000
TOTAL COMMISSION SOLIDARITÉ	2 335 000	4 897 424	2 633 719	2 263 705	71 295	2 294 033	2 491 500

(1) Inclus la prestation "tout apprendre"

(2) Détails des prestations "enfants en situation de handicap":

Allocations enfant et étudiant en situation de handicap, CESU et E-CESU handicap, rentrée scolaire handicap, séjour centre spécialisé enfant

(3) Séjour spécialisé dans la prise en charge du handicap

RAPPORT BUDGETAIRE 2025

SUIVI BUDGÉTAIRE 2025						2024	
COMMISSION ENFANCE	CRÉDIT ALLOUÉ	DEPENSES	RECETTES	CONSOM-MATIONS	SOLDE	CONSOM-MATIONS 2024	CRÉDIT ALLOUÉ 2024
	<i>a</i>	<i>b</i>	<i>c</i>	<i>d=(b-c)</i>	<i>e=(a-d)</i>		
Colonies	1 100 000	2 151 314	1 048 262	1 103 052	-3 052	1 181 968	1 100 000
Accueils journées / centre loisirs	13 000	9 779	1 972	7 806	5 194	13 158	10 000
Séjours scolaires à l'étranger	18 000	15 726	1 755	13 971	4 029	14 560	15 000
Rentrée scolaire	800 000	901 042	118 734	782 308	17 692	797 386	800 000
Primes naissance	30 000	40 723	11 172	29 551	449	30 890	30 000
Frais de garde	400 000	340 364	49 694	290 670	109 330	348 045	420 000
Périscolaire / centres de loisirs TAP	340 000	368 835	34 801	334 033	5 967	317 493	340 000
BAFA	8 500	10 577	1 245	9 332	-832	9 796	5 000
Etudiants délocalisés	180 000	157 136	15 975	141 161	38 839	178 269	180 000
Bons de Noël	300 000	363 082	70 580	292 502	7 498	281 980	310 000
Subvention sport AD 3/25 ans	125 000	141 498	23 474	118 024	6 976	123 641	165 000
TOTAL COMMISSION ENFANCE	3 314 500	4 500 075	1 377 664	3 122 410	192 090	3 297 187	3 375 000

RAPPORT BUDGETAIRE 2025

SUIVI BUDGÉTAIRE 2025						2024	
COMMISSION LOISIRS ADULTES	CRÉDIT ALLOUÉ	DEPENSES	RECETTES	CONSOM- MATIONS	SOLDE	CONSOM- MATIONS 2024	CRÉDIT ALLOUÉ 2024
	<i>a</i>	<i>b</i>	<i>c</i>	<i>d=(b-c)</i>	<i>e=(a-d)</i>		
Voyages de groupes	520 000	1 347 452	909 390	438 062	81 938	498 029	610 000
Vacances familles	640 000	1 402 676	764 790	637 885	2 115	629 802	670 000
Pré-acheminements voyages	95 000	80 925	1 365	79 560	15 440	93 487	95 000
Aides aux Vacances	3 415 000	4 431 855	917 134	3 514 720	-99 720	3 001 892	2 900 000
Bord de mer	330 000	713 604	381 042	332 561	-2 561	327 286	360 000
Sport et culture	290 000	318 253	53 899	264 354	25 646	262 095	306 000
Voyage DROM COM	10 000	5 890	0	5 890	4 110	13 637	10 000
TOTAL COMMISSION LOISIRS ADULTES HORS OFFRE MONTAGNE	5 300 000	8 300 654	3 027 621	5 273 033	26 967	4 826 228	4 951 000
Offre montagne Eté / Hiver	250 000	540 539	366 344	174 195	75 805	211 016	450 000
TOTAL GÉNÉRAL	5 550 000	8 841 194	3 393 965	5 447 228	102 772	5 037 056	5 401 000

RAPPORT BUDGETAIRE 2025

SUIVI BUDGÉTAIRE 2025						2024	
BUREAU	CRÉDIT ALLOUÉ	DEPENSES	RECETTES	CONSUM- MATIONS	SOLDE	CONSUM- MATIONS 2024	CRÉDIT ALLOUÉ 2024
	a	b	c	d=(b-c)	e=(a-d)		
Aides exceptionnelles	70 000	71 259	180	71 079	-1 079	41 286	100 000
Aide aux loisirs (dont handicapés)	3 900 000	4 735 429	861 006	3 874 423	25 577	3 930 122	3 800 000
Sous total hors Locales	3 970 000	4 806 688	861 186	3 945 503	24 497	3 971 408	3 900 000
Locales (7124 OD) (1) :	2 241 157	3 886 010	1 340 996	2 545 014	709 202	2 161 799	2 241 157
Paris IDF (4 347 OD)	1 367 533	2 787 369	1 120 708	1 666 661	651 229	1 173 895	1 358 627
Angers (890 OD)	279 987	300 762	63 534	237 228	39 987	329 046	284 596
Bordeaux (1 120 OD)	352 344	507 141	133 907	373 235	39 762	408 222	363 633
Directions régionales (767 OD)	241 292	290 737	22 847	267 890	-21 776	250 635	234 300
Reliquat 2024	1 013 059						972 851
Paris IDF	950 356						
Angers	-2 772						
Bordeaux	60 653						
Directions régionales	4 821						
Sous total Locales	3 254 216	3 886 010	1 340 996	2 545 014	709 202	2 161 799	3 214 008
Fonctionnement locale IDF	2 000	1 072	0	1 072	928	1 053	2 000
Fonctionnement locale Angers	2 000	1 364	0	1 364	636	1 346	2 000
Fonctionnement locale Bordeaux	2 000	1 646	0	1 646	354	819	2 000

(1) Pour information: Ce montant est calculé avec le nombre d'OD au 31 12 2024

RAPPORT BUDGETAIRE 2025

SUIVI BUDGÉTAIRE 2025						2024	
COMMISSION LOCALE IDF	CRÉDIT ALLOUÉ	DEPENSES	RECETTES	CONSOM-MATIONS	SOLDE	CONSOM-MATIONS 2024	CRÉDIT ALLOUÉ 2024
	a	b	c	d=(b-c)	e=(a-d)		
(4 347 0D)							
Budget 2025	1 367 533,40						
Reliquat 2024	867 053,38						
Reliquat retraité 2024	83 303,00						
Budget attribué	2 317 889,78						
Fêtes	41 000	45 552	20 775	24 777	16 223	31 856	41 000
Voyages	643 750	464 688	223 270	241 418	402 332	264 149	643 750
Médiathèques	33 000	15 927	-1 838	17 764	15 236	18 931	33 000
Billetterie	420 000	755 067	257 553	497 514	-77 514	473 806	420 000
Coups de cœur	280 000	843 254	454 996	388 258	-108 258	313 376	250 000
Actions culturelles	6 000	4 656	866	3 790	2 210	3 361	6 000
Arbre de Noël	100 000	203 096	48 487	154 609	-54 609	68 417	100 000
Carte cadeau	340 000	455 130	116 600	338 530	1 470		
Solde budgétaire	454 140	0	0	0	454 140	0	547 199
TOTAL COMMISSION LOCALE IDF	2 317 889,78	2 787 369	1 120 708	1 666 661	651 229,12	1 173 895	2 040 949
Fonctionnement locale IDF	2 000	1 072	0	1 072	928	1 053	2 000

RAPPORT BUDGETAIRE 2025

SUIVI BUDGÉTAIRE 2025						2024	
COMMISSION LOCALE ANGERS	CRÉDIT ALLOUÉ	DEPENSES	RECETTES	CONSOM-MATIONS	SOLDE	CONSOM-MATIONS 2024	CRÉDIT ALLOUÉ 2024
	a	b	c	d=(b-c)	e=(a-d)		
(890 OD)							
Budget 2025	279 987,28						
Reliquat 2024	-12 648,00						
Reliquat retraité 2024	9 876,00						
Budget attribué	277 215,28						
Locations	21 000	38 827	18 995	19 832	1 168	19 046	18 000
Nuitées	35 000	68 240	22 904	45 336	-10 336	32 905	31 000
Sorties/voyages	108 573	87 883	19 579	68 304	40 269	170 111	94 463
Médiathèques	20 000	20 613	225	20 388	-388	20 322	20 715
Billetterie	64 000	71 877	331	71 546	-7 546	73 470	50 000
Arbre de Noël	15 000	12 963	1 500	11 463	3 537	12 579	15 000
Conseil juridique	1 000	360	0	360	640	612	1 500
Solde budgétaire	12 642	0	0	0	12 642	0	100 566
TOTAL COMMISSION LOCALE ANGERS	277 215,28	300 762	63 534	237 228	39 986,95	329 934	336 960
Fonctionnement locale Angers	2 000	1 364	0	1 364	636	1 346	2 000

RAPPORT BUDGETAIRE 2025

SUIVI BUDGÉTAIRE 2025						2024	
COMMISSION LOCALE BORDEAUX	CRÉDIT ALLOUÉ	DEPENSES	RECETTES	CONSOM- MATIONS	SOLDE	CONSOM- MATIONS 2024	CRÉDIT ALLOUÉ 2024
	<i>a</i>	<i>b</i>	<i>c</i>	<i>d=(b-c)</i>	<i>e=(a-d)</i>		
(1 120 OD)							
Budget 2025	352 343,55						
Reliquat 2024	36 148,08						
Reliquat retraité 2024	24 505,30						
Budget attribué	412 996,93						
Fêtes	20 000	17 079	0	17 079	2 921	20 593	20 000
Voyages	113 800	168 056	44 449	123 607	-9 807	181 821	180 620
Locations	35 060	77 006	41 648	35 358	-298	29 174	35 060
Sorties	70 000	89 848	37 750	52 098	17 902	34 062	64 500
Médiathèque	22 500	23 487	3 336	20 152	2 348	21 334	22 500
Billetterie	75 000	67 818	2 262	65 556	9 444	47 345	85 000
Abonnements sportifs et autres	3 360	5 040	1 703	3 337	23	3 964	4 180
Noël	60 000	52 319	481	51 838	8 162	64 670	44 880
Solde budgétaire	9 277	0	0	0	9 277	0	5 488
TOTAL COMMISSION LOCALE BORDEAUX	472 996,93	507 141	133 907	373 235	39 762,39	408 222	469 728
Fonctionnement locale Bordeaux	2 000	1 646	0	1 646	354	819	2 000

RAPPORT BUDGETAIRE 2025

SUIVI BUDGÉTAIRE 2025						2024	
DIRECTIONS REGIONALES	CRÉDIT ALLOUÉ	DEPENSES	RECETTES	CONSUMATIONS	SOLDE	CONSUMATIONS 2024	CRÉDIT ALLOUÉ 2024
	a	b	c	d=(b-c)	e=(a-d)		
(767 OD)							
Budget 2025	241 292,41						
Reliquat 2024	5 369,38						
Reliquat retraité 2024	-548,00						
Budget attribué	246 113,79						
Fêtes (2)	23 000	21 560	0	21 560	1 440	23 820	23 000
Citadines	1 000	1 566	0	1 566	-566	1 584	1 000
Voyages, week-ends	40 000	24 058	0	24 058	15 942	12 995	50 000
Crédit vacances 3ème semaine	55 000	87 880	11 883	75 997	-20 997	72 381	55 000
CV DR HANDI	0	12 512	0	12 512	-12 512		
Médiathèque	12 000	13 285	0	13 285	-1 285	14 166	12 000
Billetterie	70 000	82 858	5 944	76 914	-6 914	83 584	70 000
Coups de cœur	16 000	17 256	1 266	15 989	11	16 061	12 000
Sport et culture	10 000	15 648	3 754	11 894	-1 894	12 104	9 000
Noël	16 000	14 114	0	14 114	1 886	13 940	18 000
Solde budgétaire	3 114	0	0	0	3 114	-	22 344
TOTAL DIRECTIONS RÉGIONALES	246 113,79	290 737	22 847	267 890	-21 776,22	250 635	272 344

2025				2024	
CRÉDIT ALLOUÉ	BUDGET FONCTIONNEMENT	CONSOMMATIONS	SOLDE	TOTAL CRÉDIT CONSOMMÉ	BUDGET ALLOUÉ
a		b	c = a - b		
80 000	Frais des administrateurs	68 593	11 407	49 618	100 000
	Frais de mission	44 964		22 432	
	Relations publiques	13 653		23 278	
	Frais déplacement DHAP	9 976		3 909	
2 000	Locale Angers	1 364,40	635,60	1 346	2 000
2 000	Locale Bordeaux	1 646	354	819	2 000
2 000	Locale IDF	1 072	928	1 053	2 000
122 424	Frais Moyens Syndicaux (1)	80 475	41 949,05	71 004	116 428
45 000	Honoraires	45 372	-372	47 530	45 000
4 000	Assurances de l'Association	0	4 000	0	4 000
100 000	Frais administratifs	79 021	20 979	104 448	150 000
	Frais bancaires	14 547		16 770	
	Frais de gestion des chèques	54 558		82 852	
	Autres frais (CNEA, abonnement Meyclub...)	2 066		1 846	
	Fournitures spécifiques (rouleau TPE, cartouche, film plastique)	7 851		2 980	
3 000	Revue spécialisée	1 727	1 273	1 683	3 000
360 424,36	TOTAL FONCTIONNEMENT	279 270	81 154	277 501	424 428,06

CRÉDIT ALLOUÉ	BUDGET FONCTIONNEMENT SUPPLÉMENTAIRE	CONSOMMATIONS	SOLDE	TOTAL CRÉDIT CONSOMMÉ	BUDGET ALLOUÉ
a		b	c = a - b		
45 619	Fournitures et matériels DHS200 (1)	6 720	38 898,86	7 562	37 785
160 000	Prestataires payés/charges personnelles	-38 875	198 875	186 238	81 000
26 250	Frais de consultation des OD et Moyens OS pour élection (1/4 provisionné)	21 250	5 000	35 530	26 250
3 000	Participation pot départ retraité	328	2 672	0	3 000
234 868,60	TOTAL FONCTIONNEMENT	-10 577	245 445	229 330	148 035

(1) Report du reliquat des moyens syndicaux et des fournitures DHS2

2025	2024
------	------

BUDGET INVESTISSEMENT ET MAINTENANCE INFORMATIQUES	CRÉDIT ALLOUÉ	CONSOMMATIONS	SOLDE	TOTAL CRÉDIT CONSOMMÉ
ProwebCe Amaris et Licences	150 000	114 149	35 851	81 465

RÉCAPITULATIF

BUDGET	MONTANT 2025	DÉPENSES 2025	RÉSULTAT 2025	RÉSERVES OU REPORTS	SOLDE
	a	b	c = a - b	d	e = c + d
Budget Fonctionnement	360 424,36	279 270	81 154	65 632	326 600
Budget fournitures/matériel/pot départ DHS200	48 618,60	7 048	41 571		
Prestataires/charges personnels	160 000,00	-38 875	198 875		
Univote Elections	26 250,00	21 250	5 000		
Budget Informatique Sigals	150 000,00	114 149	35 851	265 790	301 641
Intérêts de placement de trésorerie	72 280,26	0	72 280	97 532	169 813
TOTAUX	745 292,96	382 842	362 451	595 615	964 715

RECAPITULATIF 2025

ACTIVITÉS SOCIALES	RÉALISÉ 2025	RÉALISÉ 2024	ÉCART 2025/2024
Commission solidarité	2 263 705	2 382 903	-119 198
Commission Enfance	3 122 410	3 324 317	-201 906
Commission Loisirs	5 447 228	5 047 386	399 842
Bureau	3 945 503	4 004 903	-59 401
Locale Île de France	1 666 661	1 173 895	492 765
Locale Angers	237 228	329 046	-91 818
Locale Bordeaux	373 235	408 222	-34 988
Directions régionales	267 890	250 635	17 255
TOTAL ACTIVITÉS SOCIALES	17 323 860	16 921 308	402 551
Subventions	17 239 666	16 037 469	1 202 198
Subvention mesure compensatoire fin exploitation Florineige	606 167	580 344	25 822
Produits financiers	72 280	84 069	-11 789
TOTAL PRODUITS	17 918 113	16 701 883	1 216 231

TOTAL SOLDE ACTIVITÉS SOCIALES	594 253,82	-219 426	813 680
---------------------------------------	-------------------	-----------------	----------------

FONCTIONNEMENT	SUBVENTION	CONSOMMATION	SOLDE 2025	SOLDE 2024	ÉCART 2025/2024
Fonctionnement	595 292,96	268 693,33	326 599,63	65 631,60	260 968,03
Informatique	150 000,00	114 148,72	35 851,28	118 535,43	-82 684,15
TOTAL FONCTIONNEMENT	745 292,96	382 842,05	362 450,91	184 167,03	178 283,88

RÉSULTAT GLOBAL 2025	956 704,73
-----------------------------	-------------------